



LES URGENTISTES EN LUTTE MONTRENT LA VOIE

sante-secu-social.npa2009.org

Le 10 septembre plus de 250 services d'Urgences des hôpitaux publics étaient en grève. Le collectif Inter Urgences a appelé à la continuation et à l'extension de la grève lors de sa réunion nationale à Saint-Denis le même jour.

Ce mouvement est exceptionnel. Il est exceptionnel par sa durée : plusieurs mois dont les mois d'été. Il est exceptionnel par son organisation : l'auto-organisation en collectif national soutenu par SUD Santé Sociaux. Exceptionnel aussi par la détermination des grévistes qui, par moment, ont été contraintEs de déserrer les lits des patientEs, épuisésEs mais debout, mis en arrêts de travail, par équipes entières par leurs médecins, comme à la Salpêtrière, à Châlons sur Saône, à Besançon et dans d'autres hôpitaux.

Les revendications n'ont pas bougé depuis le début du mouvement : réouverture des lits, embauche de personnel, augmentation des salaires. Les salaires des paramédicaux français sont au 26ème rang sur 29 des pays de l'OCDE.

Dans une tribune signée par des médecins hospitaliers et des personnels soignants, dont le porte-parole du collectif Inter Urgences, il est rappelé que « *l'hôpital public est sous doté, sous financé (3,6% du PIB contre 4 % ailleurs en Europe). Il faut investir ou fermer ! La dégradation des conditions de travail et le management délétère créent les conditions de burn-out, aggravent l'absentéisme et font fuir les personnels hospitaliers* ».

À ces légitimes revendications portées par un mouvement historique, que répond le gouvernement par la voix de la ministre de la Santé ? Du pipeau ! 750 millions € sur 3 ans pour la « refondation des services d'urgences », soit la moitié du budget annuel d'un CHU comme celui

de Toulouse. Des mesures techniques comme l'annonce d'un service unique d'accès aux soins qui utilisera près de la moitié de la somme proposée. Des annonces comme « le renforcement de l'offre de consultations sans rendez-vous », « des parcours dédiés pour les personnes âgées » pour éviter le passage aux Urgences... Les lits sont déjà pleins, mettra-t-on les patientEs tête-bêche ou dans des lits superposés comme questionnent les signataires de la tribune ?

Mais aucune réouverture de lits, aucune augmentation de salaire, seulement une prime mensuelle, aucune em-

bauche supplémentaire sauf çà et là, à l'initiative de directions locales et au détriment d'autres services, en l'absence de décision d'embauche au niveau national.

Décidément, face à ce gouvernement qui ne fonctionne qu'au rapport de force, les urgentistes de tout le pays montrent la bonne direction. Le collectif et des médecins urgen-

tistes appelle d'ailleurs toutes et tous les hospitalierEs du pays à se mettre en grève à leur tour.

Le moment est propice.

Pour la première fois depuis des décennies de luttes éparpillées, l'une après l'autre ; un mouvement de lutte de personnel hospitalier est structuré de façon coordonnée et auto organisée au niveau national. Les annonces et fausses reculades gouvernementales n'y changent rien : le mouvement, non seulement continue mais il prend de l'ampleur.

Les revendications des urgentistes sont celles de tous le personnel hospitalier, pour faire céder Buzyn et le gouvernement, construisons tous ensemble la grève générale des hôpitaux !

